

# **Chambre des Représentants.**

---

SÉANCE DU 26 MARS 1919.

---

## **Projet de loi sur l'entrée des bestiaux et des viandes de boucherie.**

---

### **EXPOSÉ DES MOTIFS**

---

MESSIEURS,

La loi du 18 juin 1887, établissant un droit d'entrée sur les bestiaux et les viandes, comprend en son article 1<sup>er</sup>, un dernier alinéa ainsi conçu :

« A partir du 1<sup>er</sup> janvier 1888, les viandes fraîches de boucherie ne seront admises à l'entrée qu'à l'état de bêtes entières, demi bêtes ou quartiers de devant et à condition que les poumons soient adhérents ».

Cette disposition a été introduite dans la loi sur l'initiative de M. le Représentant Simons et elle a été principalement inspirée par le désir de mettre le Gouvernement à même de procéder à une surveillance efficace des viandes fraîches de boucherie importées dans le pays.

Les viandes étrangères nous arrivaient, à cette époque, sans aucune garantie quant à leur inocuité et, à la frontière, elles n'étaient soumises à aucune mesure de contrôle : il eût été, au surplus, impossible d'effectuer un contrôle sérieux en l'absence des poumons.

Ce contrôle a pu être organisé en exécution de la loi du 4 août 1890, qui donne au Gouvernement le droit de réglementer le commerce, la vente et le débit des denrées alimentaires. Cette loi dispose notamment que « en ce qui concerne spécialement les viandes de boucherie, elles ne pourront être débitées ni exposées en vente que si elles ont été reconnues propres à l'alimentation à la suite d'une expertise ».

Elle ajoute que « s'il s'agit de viandes fraîches, cette expertise devra porter notamment sur les organes internes des bêtes dont proviennent les viandes ».

L'arrêté royal qui règle actuellement la matière, est daté du 25 mars 1901.

En vertu de cet arrêté, l'entrée en Belgique des viandes de boucherie, graisses et issues fraîches, préparées ou conservées, n'est autorisée que par les bureaux de douane, de la frontière ou de l'intérieur, désignés par le Ministre et qui étaient au nombre de 93 antérieurement à la guerre.

Ces viandes, issues et graisses ne peuvent être livrées à l'alimentation publique si elles ne sont reconnues propres à la consommation à la suite d'un examen pratiqué par les vétérinaires chargés du contrôle du bétail importé ou par d'autres experts désignés à cet effet.

Les viandes étrangères reconnues, à la suite de l'expertise, propres à l'alimentation, sont revêtues d'une estampille qui diffère de celle appliquée sur les viandes des animaux de boucherie abattus à l'intérieur du pays.

Une première dérogation au régime que nous venons d'esquisser brièvement a été introduite dans notre législation par la loi du 30 janvier 1892, qui abroge, en ce qui concerne la viande fraîche de mouton, la disposition finale de l'article 1<sup>er</sup> de la loi de 1887.

Le Gouvernement propose, par le projet de loi qu'il a l'honneur de soumettre aux Chambres législatives, d'apporter une nouvelle dérogation aux prescriptions de la loi de 1887.

Contrairement aux prévisions de son auteur, la disposition qui prohibe l'entrée, dans le royaume, des viandes fraîches de boucherie non accompagnées des poumons, a eu pour résultat d'empêcher presque complètement l'importation des viandes congelées ou réfrigérées.

Les poumons sont des organes très corruptibles. Frigorifiés, ils ont un poids d'environ quatre kilogs. Leur valeur commerciale est minime. Comme ils ne peuvent être mis en contact avec les viandes congelées ou réfrigérées, le maniement de ces viscères devient compliqué et l'espace qu'ils occupent dans les chambres frigorifiques des navires est beaucoup trop grand eu égard au poids transporté. Il en résulte une sérieuse augmentation du fret.

Aussi, en fait, l'application de la disposition finale de l'article 1<sup>er</sup> de la loi de 1887 a-t-elle eu pour conséquence de détourner, vers d'autres pays une grande quantité de viandes qui, sinon, aurait pu être mise à la disposition de nos populations. Cette situation présente, dans les circonstances actuelles, une importance capitale, par suite de la diminution de notre cheptel et des difficultés de transport. Une revision de la législation actuelle s'impose à l'heure présente.

Le Gouvernement estime, tout d'abord, que, malgré leur taux minime, il convient d'abroger les droits d'entrée sur les bestiaux et les viandes établis par la loi précitée.

D'autre part, on ne peut songer à l'abrogation pure et simple de la disposition légale qui soumet à la condition de l'adhérence des poumons, l'importation des viandes étrangères : l'absence de ces organes qui recèlent d'importantes lésions pathologiques de nature à permettre la constatation de l'insalubrité des viandes, rendrait le plus souvent tout contrôle illusoire. La suppression édictée d'une manière générale et à l'égard des importations de toute provenance, aurait incontestablement pour effet d'amener sur le marché belge des viandes de qualité douteuse et nuisibles à la santé des populations. Dans nombre de pays, l'inspection des viandes n'est pas ou est mal organisée.

Il importe donc de maintenir, en principe, la disposition finale de l'article 1<sup>er</sup> de la loi de 1887.

Mais il a paru possible au Gouvernement de prévoir des exceptions en faveur des viandes de boucherie qui nous arrivent, dans des conditions satisfaisantes, de pays où le service d'expertise a été organisé de manière que nous puissions avoir tous nos apaisements.

Au besoin, d'ailleurs, et en vue de sauvegarder pleinement la santé de nos populations, le Gouvernement pourrait subordonner l'importation des viandes de certaines régions à des mesures spéciales à prendre lors de l'abatage et de l'embarquement, et dont il surveillerait l'exécution à l'aide d'agents nommés par lui et qui résideraient à demeure au port d'embarquement.

En toute hypothèse, les viandes de boucherie importées sous le bénéfice de la présente loi seraient soumises à une expertise approfondie préalablement à leur exposition en vente dans le royaume, de manière à ne permettre leur consommation que si elles sont totalement exemptes de lésions tuberculeuses, dans n'importe quelle région, et qu'elles ne portent aucune trace de manœuvres pratiquées en vue de faire disparaître ces lésions.

Conformément à ces principes, le projet de loi que nous avons l'honneur de soumettre aux Chambres législatives abroge les droits établis par la loi de 1887. Il permet, en outre, au Gouvernement d'autoriser l'importation sans l'adhérence des poumons, des viandes fraîches de bovidés, lorsqu'elles proviennent de pays où l'expertise des animaux abattus destinés à l'exportation se pratique avec les garanties que, après information et enquête, il aura jugées suffisantes.

*Le Ministre des Finances,*

LÉON DELACROIX.

*Le Ministre de l'Intérieur,*

BROQUEVILLE.



## PROJET DE LOI

sur l'entrée des bestiaux et des  
viandes de boucherie.

**Albert,**

**ROI DES BELGES,**

*A tous présents et à venir, Salut.*

Sur la proposition de Notre Minis-  
tre des Finances et de Notre Ministre  
de l'Intérieur,

**NOUS AVONS ARRÊTÉ ET ARRÊTONS :**

Le projet de loi dont la teneur suit  
sera présenté en Notre Nom, par notre  
Ministre des Finances et par Notre  
Ministre de l'Intérieur, aux Chambres  
législatives :

## ARTICLE PREMIER.

Les droits d'entrée sur les bestiaux  
et les viandes fraîches, établis par la  
loi du 18 juin 1887, sont abolis.

## ART. 2.

Par dérogation à la disposition  
finale de l'article 1 de la loi du 18 juin  
1887 et à l'article 1 de la loi du 4 août  
1890, le Gouvernement est autorisé à  
permettre, par arrêté royal, l'importa-  
tion par bêtes entières, demi-bêtes

## WETSONTWERP

op den invoer van vee en  
slachtvleesch.

**Albert,**

**KONING DER BELGEN,**

*Aan allen, tegenwoordigen en toeko-  
menden, Heil.*

Op voorstel van Onzen Minister  
van Financiën en van Onzen Minis-  
ter van Binnenlandsche Zaken,

**WIJ HEBBEN BESLOTEN EN WIJ BE-  
SLUITEN :**

Het wetsontwerp waarvan de inhoud  
volgt, zal, in Onzen Naam, door Onzen  
Minister van Financiën en Onzen  
Minister van Binnenlandsche Zaken,  
aan de Wetgevende Kamers voorge-  
legd worden :

## EERSTE ARTIKEL.

De inkomrechten op het vee en het  
versvleesch, vastgesteld door de wet  
van 18 Juli 1887, zijn afgeschaft.

## ART. 2.

Bij afwijking van de eindbepaling  
van artikel 1 der wet van 18 Juni  
1887 en van artikel 1 der wet van  
4 Augustus 1890, wordt de Regeering  
er toe gemachtigd, bij koninklijk be-  
sluit, het invoeren toe te laten bij ge-

ou quartiers et sans les poumons adhérents, des viandes fraîches de bovidés provenant de pays où l'expertise des animaux destinés à l'exportation se pratique dans des conditions et avec les garanties qu'il juge suffisantes.

Donné à Bruxelles, le 15 mars 1919.

heele beesten, halve beesten of kwartieren, en zonder dat de longen er vast aan wezen, van het versch rundvleesch voortkomende uit landen waar de keuring der dieren voor den uitvoer bestemd, plaats grijpt, onder voorwaarden en waarborgen welke zij voldoende oordeelt.

Gegeven te Brussel, den 15 Maart 1919.

ALBERT.

Par le Roi :

*Le Ministre des Finances,*

Van 's Konings wege :

*De Minister van Financiën,*

LÉON DELACROIX.

*Le Ministre de l'Intérieur,*

*De Minister van Binnenlandsche Zaken,*

BROQUEVILLE.



# Kamer der Volksvertegenwoordigers.

---

VERGADERING VAN 26 MAART 1919.

---

## Wetsontwerp

op den invoer van vee en van slachtvleesch.

---

## Memorie van toelichting.

---

MIJNE HEEREN,

De wet van 18 Juni 1887, waarbij een inkomrecht gesteld op het vee en het vleesch, bevat in haar artikel 1, een laatste lid dat luidt als volgt :

« Te rekenen van 1 Januari 1888, zal versch slachtvleesch enkel binnen gelaten worden bij geheele beesten, halve beesten of voorkwartieren, en op voorwaarde dat de longen er aan vast wezen. »

Deze beschikking werd in de wet gebracht op voorstel van den heer volksvertegenwoordiger Simons, en zij werd bijzonderlijk ingegeven door het verlangen aan de Regeering de middelen te verschaffen een ernstig toezicht uit te oefenen op het versch slachtvleesch in het land binnen gelaten.

Het vreemd vleesch kwam ons te dien tijde toe, zonder een enkelen waarborg aangaande zijne onschadelijkheid en was aan geen enkelen toezichtsmaatregel op de grens, onderworpen : het ware daarenboven onmogelijk geweest een ernstig kontrol uit te oefenen, vermits de longen er niet aan vast waren.

Dit toezicht kon ingericht worden in uitvoering der wet van 4 Augustus 1890, die de Regeering er toe machtigt, den handel, den verkoop en het slijten der eetwaren te regelen.

Deze wet bepaalt namelijk : « Wat in 't bijzonder het slachtvleesch betreft, zal hetzelfde niet mogen verkocht of te koop gesteld worden, dan wanneer het, ten gevolge eener keuring, geschikt verklaard is voor de voeding. »

Zij voegt er bij « indien het versch vleesch geldt, dan moeten namelijk de inwendige organen der dieren, waarvan het vleesch voorkomt, gekeurd worden. »

Het koninklijk besluit houdende thans regeling ter zake, is gedagteekend van 25 Maart 1901.

Krachtens dit besluit wordt het invoeren in België, van toebereid of verduurzaamd slachtvleesch, vet en afval, enkel toegelaten over de tolkantoren,

op de grens of binnen in het land, aangeduid door den Minister en die vóór den oorlog ten getale waren van 93.

Dit vleesch, afval en vet mogen enkel voor de openbare voeding afgeleverd worden, indien zij voor het verbruik, geschikt erkend zijn, na onderzoek door de veeartsen belast met het toezicht over het ingevoerde vee, of door andere keurders te dien einde aangeduid.

Het vreemd vleesch, ten gevolge van de keuring als geschikt voor de voeding erkend, draagt een merk dat verschillend is van den stempel geslagen op het vleesch van slachtvee, in het land zelf, afgemaakt.

Eene eerste afwijking van de regeling diewij zoo even in 't kort schetsten, werd in onze wetgeving gebracht, door de wet van 30 Januari 1892, waardoor de eindbepaling van artikel één der wet van 1887, vervalt, wat het versch schapenvleesch betreft.

De Regeering, door het wetsontwerp dat zij de eer heeft aan de Wetgevende Kamers voor te leggen, stelt eene nieuwe afwijking voor van de voorschriften der wet van 1887.

In tegenstelling met de vooruitzichten van den wetgever, heeft die beschikking — waardoor het binnenlaten in het Rijk van verschslachtvleesch zonder dat de longen er aan kleefden — als gevolg gehad, het invoeren van bevrozen of verkoeld vleesch bijna in 't geheel te verhinderen.

De longen zijn zeer bederfelijke organen. Verkoeld, hebben zij een gewicht van omtrent vier kilos. Hunne handelswaarde is zeer gering. Daar zij niet mogen in aanraking komen met bevrozen of verkoeld vleesch, wordt de behandeling van deze ingewanden ingewikkeld, en de plaats die zij in de verkoelkamer der schepen innemen is veel te groot, ingezien het gewicht dat vervoerd wordt. Eene ernstige opslag van den vrachtprijs volgt er uit.

Ook heeft de toepassing van de eindbepaling van artikel 1 der wet van 1887, in feit, voor gevolg gehad, naar andere landen af te wenden, eene groote hoeveelheid vleesch, welke anders ter beschikking van onze bevolking hadde kunnen gesteld worden.

In de huidige omstandigheden is deze toestand van hoofdzakelijk belang, ten gevolge van de vermindering van onzen veestapel en de moeilijkheden van vervoer.

Eene herziening van tegenwoordige wetgeving is, voor den oogenblik, noodzakelijk.

De Regeering acht vooreerst, dat het betaamt, hoe gering zij ook wezen, de inkomrechten op het vee en het vleesch, door boven vermelde wet vastgesteld, af te schaffen.

Ten andere, is het onmogelijk de wetsbepaling die het invoeren van vreemd vleesch toelaat, op voorwaarde dat de longen er aan kleven, eenvoudig weg af te schaffen :

Het ontbreken dezer organen, welke gewichtige pathologische letsels kunnen verbergen, welke leiden tot het vaststellen van de schadelijkheid van het vleesch, zou meestendeels alle toezicht op het vleesch, ijdel maken.

Afschating, in 't algemeen en ten opzichte van den invoer uit alle landen, zou onbetwistbaar voor gevolg hebben, op de Belgische markt, vleesch aan

te voeren van twijfelachtige hoedanigheid, en nadeelig voor de gezondheid van de bevolking. In vele landen is het toezicht op het vleesch niet of slecht ingericht.

De eindbepaling van artikel 1 der wet van 1887 moet dus in grondbeginsel gehandhaafd worden.

Maar de Regeering heeft voorzien dat uitzonderingen zouden kunnen gemaakt worden, ten voordeele van het slachtvleesch dat ons in voldoende voorwaarden toekomt, uit landen waar de keuringsdienst zoodanig ingericht is, dat wij ons op allerwijze mogen geruststellen.

Daarbij ten einde, de gezondheid van de bevolking ten volle te beschermen, zou de Regeering, desnoods, het invoeren van het vleesch uit zekere streken, onderwerpen aan bijzondere maatregelen, te nemen bij het slachten en het inschepen, en waarvan zij de uitvoering zou nazien, met de hulp van agenten door haar benoemd en die in de inschepingshaven zouden verblijven.

In alle geval, zou het slachtvleesch, onder voordeel van tegenwoordige wet ingevoerd, aan eene grondige keuring onderworpen worden, vooraleer het te koop zou gesteld worden, zoodanig dat het verbruik slechts zou toegelaten zijn, indien het geheel en gansch vrij is van teringsletsels, in gelijk welk lichaamsdeel, geene teekens zou dragen van zekere behandelingen dienende om deze letsels te doen verdwijnen.

Overeenkomstig deze bepalingen, doet het wetsontwerp, dat wij de eer hebben aan de wetgevende Kamers voor te leggen, de inkomrechten vervallen, door de wet van 1887 vastgesteld. Het laat daarenboven de Regeering toe, het invoeren van versch rûndsvleesch toe te staan, zonder dat de longen er bij wezen, als wanneer het vleesch voortkomstig is uit landen waar de keuring van het slachtvleesch voor den uitvoer bestemd, plaats grijpt met de noodige waarborgen, welke zij, na inlichtingen en onderzoek, voldoende oordeelt.

*De Minister van Financiën,*

LÉON DELACROIX.

*De Minister van Binnenlandsche Zaken,*

DE BROQUEVILLE.

---

## PROJET DE LOI

sur l'entrée des bestiaux et des  
viandes de boucherie.

**Albert,**

**ROI DES BELGES,**

*A tous présents et à venir, Salut.*

Sur la proposition de Notre Ministre des Finances et de Notre Ministre de l'Intérieur,

**NOUS AVONS ARRÊTÉ ET ARRÊTONS :**

Le projet de loi dont la teneur suit sera présenté en Notre Nom, par notre Ministre des Finances et par Notre Ministre de l'Intérieur, aux Chambres législatives :

## ARTICLE PREMIER.

Les droits d'entrée sur les bestiaux et les viandes fraîches, établis par la loi du 18 juin 1887, sont abolis.

## ART. 2.

Par dérogation à la disposition finale de l'article 1 de la loi du 18 juin 1887 et à l'article 1 de la loi du 4 août 1890, le Gouvernement est autorisé à permettre, par arrêté royal, l'importation par bêtes entières, demi-bêtes

## WETSONTWERP

op den invoer van vee en  
slachtvleesch.

**Albert,**

**KONING DER BELGEN,**

*Aan allen, tegenwoordigen en toekomenden, Heil.*

Op voorstel van Onzen Minister van Financiën en van Onzen Minister van Binnenlandsche Zaken,

**WIJ HEBBEN BESLOTEN EN WIJ BESLUITEN :**

Het wetsontwerp waarvan de inhoud volgt, zal, in Onzen Naam, door Onzen Minister van Financiën en Onzen Minister van Binnenlandsche Zaken, aan de Wetgevende Kamers voorgelegd worden :

## EERSTE ARTIKEL.

De inkomrechten op het vee en het versvleesch, vastgesteld door de wet van 18 Juli 1887, zijn afgeschaft.

## ART. 2.

Bij afwijking van de eindbepaling van artikel 1 der wet van 18 Juni 1887 en van artikel 1 der wet van 4 Augustus 1890, wordt de Regeering er toe gemachtigd, bij koninklijk besluit, het invoeren toe te laten bij ge-

ou quartiers et sans les poumons adhérents, des viandes fraîches de bovidés provenant de pays où l'expertise des animaux destinés à l'exportation se pratique dans des conditions et avec les garanties qu'il juge suffisantes.

Donné à Bruxelles, le 15 mars 1919.

heele beesten, halve beesten of kwartieren, en zonder dat de longen er vast aan wezen, van het versch rundvleesch voortkomende uit landen waar de keuring der dieren voor den uitvoer bestemd, plaats grijpt, onder voorwaarden en waarborgen welke zij voldoende oordeelt.

Gegeven te Brussel, den 15 Maart 1919.

ALBERT.

Par le Roi :

*Le Ministre des Finances,*

Van 's Konings wege :

*De Minister van Financiën,*

LÉON DELACROIX.

*Le Ministre de l'Intérieur,*

*De Minister van Binnenlandsche Zaken,*

BROQUEVILLE.

